

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Ali Bongo Ondimba reçoit Daniel Ona Ondo



Instantané de l'audience accordée au président de la Commission de la Cémac, Daniel Ona Ondo, par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a accordé hier une audience au président de la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), Pr Daniel Ona Ondo. Au menu des échanges, la 15e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Cémac prévue le 17 mars prochain à Yaoundé, au Cameroun.

Cette rencontre au sommet des dirigeants de la sous-région devrait permettre de faire le bilan d'exercice de l'ancien Premier ministre gabonais à la présidence de cette institution communautaire et la désignation d'un nouveau président et son bureau dont le mandat devra être, comme celui des prédécesseurs, d'une durée de 5 ans. Le successeur de Daniel Ona Ondo sera sans nul doute connu lors de cette grande rencontre. D'ailleurs, il a soumis, au cours de l'entretien, à son hôte l'ordre du jour des assises de la capitale camerounaise.

Au menu des échanges, la 15e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Cémac prévue le 17 mars prochain à Yaoundé, au Cameroun.

En outre, les discussions entre les deux personnalités ont permis d'évoquer la mise en place d'une stratégie régionale afin d'amortir l'impact de la guerre russo-ukrainienne sur les économies des pays de la Cémac. Tout comme il a été question de faire le point sur la commémoration des 50 ans de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) et d'envisager sa réforme interne ainsi que le cadre de coopération avec la France

pour l'avenir du franc CFA. Pour rappel, la Cémac dont le siège est à Bangui, en République centrafricaine (RCA), est une organisation sous-régionale regroupant six pays d'Afrique centrale. À savoir le Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad. Elle a été créée en 1994, pour prendre le relais de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (Udéac).

Entre nous soit dit Droit dans ses bottes

Teddy Ossey*

JEAN Eyeghe Ndong revient à la maison du père. En parcourant la toile ces derniers jours, nous avons été frappés par un fait surprenant qui s'apparenterait sans nuance aucune à une éruption cathartique de la part de tous les illuminés qui en veulent à Jean de Nkembo d'avoir fait le choix lucide de quitter la bulle dont les contours ne sont que projections chimériques, illusives et spéculatives.

En vérité c'est par charrettes entières que ce cercle d'esbroufe et de tartufferie s'est vidé. L'écran de fumée a un temps fait illusion bien que mirifiquement présenté mais le temps imperturbable autant que la réalité irréfragable ont fini par faire dissiper et dévoiler les effets fantasmagoriques.

Bien avant que de dresser une potence ou d'allumer précipitamment un bûcher, ne faudrait-il pas se demander pourquoi soutiens et compagnons d'hier ont perdu la foi par finir de se désillusionner à l'extrême ? Il est un peu

court et même très simple de prendre pour prétexte que l'herbe est plus verte ailleurs. Alors pourquoi diantre tant qu'il était possible vous n'avez guère entretenu vos pâturages pour les rendre toujours plus attractifs plutôt qu'ondoyants et désespérants au point de friser l'écœurement ?

Avouons tout de même que faire une fixation obstinée sur le rétroviseur comme seule alternative ne pouvait irrémédiablement que conduire les esprits alertes et éveillés à plus de réserve et de circonspection. Et c'est ainsi que le patriotisme et la responsabilité individuelle prennent le pas sur l'embrigadement. Aussi le sentiment factuel d'être utile à son pays finit par saborder les lubies faciles et fictives d'un idéal irréalisable. Accepter que le destin commun soit plus grand et plus digne que toutes les prétentions égoïstes nombrilistes. Cet acte de contrition exprimé avec sincérité et appuyé avec loyauté donne

lieu à une absolution. En joignant l'acte à la parole, en revenant à la maison du père par les formes et les modes requis, Nza Fe fait mentir tous les contempteurs et chantres du double jeu. On aura beau ressusciter visuels et audios au point de plomber la toile, rien n'y fera, Eyeghe Ndong l'a affirmé et avec toutes les raisons qui siéent.

Par l'affect, la conviction politique et la fibre filiale, au-delà de toute autre considération, Ali Bongo Ondimba est son seul et unique choix. En quoi cette dimension patrimoniale ou successorale devrait-elle s'annihiler en politique ? Et pourtant, à travers le monde les exemples de ce genre sont légion. Alors laissons le camarade Nza Fe célébrer prochainement dans la joie le 55e anniversaire du PDG avec les siens. Vous avez dit retrouvailles. Qu'il en soit ainsi et le secrétaire général Steeve Nzegho Dieko en a donné le ton. Bassé !

*Chroniqueur

Concertation politique : PA 2 023 s'en prend aux conclusions

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon



Paulette Missambo (micro) lors de son intervention.

CLARIFIER la position de la "Plateforme alternance 2 023" (PA 2 023). Tel est l'exercice auquel se sont livrés hier Paulette Missambo et ses pairs de l'opposition. Actualité oblige, la cheffe de file de la PA 2 023 a fait observer une minute de silence à la mémoire des victimes du navire "Esther Miracle". Avant d'inviter les autorités à faire toute la lumière sur cette tragédie. Abordant la récente concertation politique, les leaders dudit regroupement soutiennent mordicus qu'elle "n'a rien accouché de bon". (...) Le Conseil des ministres du vendredi 3 mars 2023 a, quant à lui, révélé le seul objectif de la concertation politique (...) le retour au scrutin à un tour du président de la République", soutient la présidente de l'Union nationale (UN). Non sans loger dans le même registre la nomination des sénateurs. À en croire Pierre-Claver Maganga Moussavou du Parti social-démocrate (PSD), les représentants de l'opposition ayant pris part à ladite concertation n'étaient pas outillés vu qu'ils n'ont pas travaillé sur les mémorandums inhérents à la transparence électorale. "Nos amis de

l'opposition ont voulu réfléchir mais ils n'avaient pas les éléments pour négocier. Ils auraient dû tout simplement claqué la porte", pense-t-il. Tordant le cou à l'image de "déserteurs" qui leur a été accolée, Alexandre Barro Chambrier du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) est d'avis que "parfois être absent, c'est un honneur. Nous n'avons pas voulu être la cinquième roue du carrosse".

Bien évidemment, les élections générales à venir ont figuré en bonne place. (...) Le pouvoir si prompt à évoquer le respect de la loi pour justifier ses forfaitures, ne juge pas utile de procéder à la révision de la liste électorale alors que nous sommes à moins de six mois du délai constitutionnel de la tenue de l'élection présidentielle", s'étonne la "native de Mulundu".

Occasion d'inviter les populations à se faire enrôler le moment venu et à sécuriser ensuite leurs votes.